

Anarchosyndicalisme : en finir avec un schéma révolutionnaire obsolète

par Luc Bonet

Deux représentations de la réalité, héritées de la cristallisation idéologique du mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle, sont définitivement obsolètes : d'une part, le salaire n'est pas nécessairement la misère et la généralisation du salariat n'est pas la paupérisation généralisée ; d'autre part, les classes salariées ne sont pas structurables politiquement dans une organisation hégémonique.

Ces représentations sont encore prégnantes dans le mouvement anarchosyndicaliste, à des degrés divers, et ceci malgré l'expérience de vie quotidienne que peuvent avoir les militants. L'expérience historique n'a pourtant pas laissé les organisations anarchosyndicalistes en dehors de la réalité : en Espagne, la CNT, qui était l'organisation syndicale majoritaire en 1936, a mené « sa » révolution (comme on peut dire que les partis léninistes ont mené « leur » révolution) et elle a appris que le pluralisme politique était une réalité qu'on ne pouvait nier ; en Suède, dès la fin des années 50, la SAC a tenu compte de la nouvelle donne salariale dans le cadre du Welfare State (croissance économique, plein emploi, État social) et a donné une nouvelle direction stratégique à l'anarchosyndicalisme : l'approfondissement de la vie démocratique. Mais ces expériences n'ont pas réveillé de son sommeil dogmatique le mouvement anarchosyndicaliste, tout au moins jusqu'à la renaissance d'une réelle activité syndicale dans les années 1980. Nous sommes encore dans cette renaissance, timide mais que l'on ne peut plus qualifier de précaire, et il nous reste du chemin à faire, beaucoup de chemin... L'impuissance radicale des partis politiques face à l'autonomie de la sphère économique, dans le cadre du capitalisme mondialisé d'insécurité sociale, rend assez compréhensible un certain « retour » de l'anarchosyndicalisme. La référence à l'anarchosyndicalisme sert à qualifier ici et là les nouveaux mouvements sociaux (de la contestation altermondialiste, qui refuse majoritairement de se structurer dans un parti politique, à la création de syndicats « alternatifs »), et ce retour est visible dans le développement, modeste mais réel, des organisations anarchosyndicalistes proprement dites.

Simultanément, l'anarchosyndicalisme militant ne peut espérer « remettre le couvert » comme si rien ne s'était passé depuis un siècle : dans les pays capitalistes avancés – où près de 90% de la population active est salariée, sans que le salariat généralisé ait amené une paupérisation à la même échelle – la question économique ne se présente plus dans les conditions qui prévalaient depuis les débuts de la révolution industrielle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, quand salaire était grosso modo synonyme de pauvreté. C'est aujourd'hui bien plus l'absence de salaire (à travers le chômage ou le temps partiel imposé) qui remet la pauvreté au centre de la « question sociale ». Par ailleurs, la simple réalité historique a montré que le mythe d'une « One Big Union », un seul grand syndicat capable d'organiser l'ensemble de la classe salariée, était bien un mythe. Cela relève de l'évidence, mais il n'en reste pas moins que l'anarchosyndicalisme a du mal à se défaire d'un imaginaire politique obsolète, en contradiction avec les conditions réelles de nos sociétés contemporaines. Faute d'en finir avec cet imaginaire, les militants vivent dans une sorte de schizophrénie politique. Ainsi, par exemple, la CNT française se trouve en première ligne dans la défense de la Sécurité sociale, de la retraite par répartition, des services publics, tandis que son discours général s'en tient le plus souvent à une litanie sur le mode du « rien n'a changé » (sous-entendu : depuis les débuts du capitalisme), niant dans ce discours les acquis défendus sur le terrain. Ou encore, le positionnement révolutionnaire continue d'être trop souvent prisonnier d'un rêve insurrectionnel, sur fond de barricades et au nom d'une communauté ouvrière politiquement homogène... Les représentations héritées d'un passé non critiqué et transmises par une extraordinaire inertie de l'imaginaire politique constituent un poids mort, qui leste notre développement, entrave l'énergie constructive de l'anarchosyndicalisme et, pourquoi ne pas le dire, crée une souffrance psychologique chez bien des militants.

Ces représentations sont tout simplement fausses, non pertinentes, et on ne peut espérer développer à nouveau l'anarchosyndicalisme comme mouvement syndical, social et politique d'ampleur, pesant sur la réalité de nos sociétés, sans critiquer ces représentations.

Une représentation fautive dès l'origine : le schéma révolutionnaire classique.

Commun, pour l'essentiel, au marxisme révolutionnaire et à l'anarchosyndicalisme, ce que nous pouvons appeler le schéma révolutionnaire classique repose sur deux croyances distinctes (présentées comme des situations objectives) et sur l'espoir d'une dynamique entre ces situations, permettant de déboucher sur un mouvement social révolutionnaire :

Deux croyances

Le système capitaliste, c'est l'exploitation économique pure au sens de salaire égale misère.

La classe ouvrière ou salariée est structurable politiquement dans une organisation hégémonique (parti qui la représente ou syndicat qui l'organise).

Une dynamique

La structuration politique des classes ouvrières ou salariées se construit de manière toujours plus puissante et cohérente, alors que l'exploitation se maintient ou empire, jusqu'à ce que cette structuration elle-même (par le biais du parti ou du syndicat) permette un mouvement révolutionnaire. Ce schéma révolutionnaire imprègne encore (c'est notre problème) l'imaginaire de l'anarchosyndicalisme militant. Cela tient au fait qu'il est bien le schéma révolutionnaire classique, l'orthodoxie dont la remise en cause prouve une déviation, un révisionisme, en bref un abandon de la visée révolutionnaire. Pourtant, si la dynamique entre exploitation et structuration politique de la classe salariée reste le nœud de tout espoir révolutionnaire, on ne peut plus partager les croyances qui forment les deux piliers du schéma révolutionnaire classique, car le salariat généralisé n'implique pas la misère généralisée et le pluralisme politique est un fait irréductible. L'expérience vécue par des organisations anarchosyndicalistes réelles (c'est-à-dire des syndicats réellement existants, et non des groupes de propagande qui peuvent toujours théoriser « dans le vide ») n'a pas décidé l'anarchosyndicalisme théorique à rompre avec le schéma révolutionnaire classique.

Arguant des « circonstances » exceptionnelles qu'avait dû affronter la CNT espagnole (et qui donc ne se reproduiraient pas), le mouvement anarchosyndicaliste a choisi de ne pas remettre en cause le schéma révolutionnaire classique après l'expérience de 1936-1939 ; et quand la SAC (syndicat suédois), prenant la dimension de la nouvelle donne économique et politique, a défini, dès les années 50, une orientation politique moderne pour l'anarchosyndicalisme – « la tâche de l'anarchosyndicalisme consiste à poursuivre, compléter, approfondir et améliorer l'évolution de la société démocratique » – cette organisation a été vilipendée et marginalisée au sein du mouvement anarchosyndicaliste.

L'impossible structuration politique de la classe ouvrière ou salariée en organisation hégémonique.

L'expérience de la CNT espagnole, 1936-1939

Aucune organisation ouvrière n'a opposé autant de résistance au fascisme que la CNT espagnole, aucune organisation ouvrière n'a mené aussi loin l'expérience de l'autogestion que la CNT espagnole. Dans le contexte d'un mouvement ouvrier européen impuissant devant la montée du fascisme et enfermé dans des structures autoritaires, l'anarchosyndicalisme a montré, à travers la CNT espagnole, une réelle alternative. Mais la CNT a vécu l'échec du schéma révolutionnaire classique. Lorsque le putsch franquiste se déclenche, essentiellement trois partis politiques et deux syndicats se réclament du mouvement ouvrier ; chaque organisation possède sa culture politique, élabore sa stratégie et aucune ne peut se permettre de croire représenter l'ensemble de la classe salariée. Le poids de la CNT explique que la résistance au putsch fasciste ait pris la dimension d'une révolution à caractère syndicaliste et il est assez extraordinaire que l'on puisse reprocher à la CNT de n'avoir pas mené cette révolution jusqu'au bout quand l'ensemble des autres forces syndicales et politiques y étaient opposées. On peut refaire l'histoire dans des salons ou des cafés, ou de manière peut-être plus utile, critiquer les erreurs tactiques de « l'élite » ou de la « bureaucratie » cénétiste, mais aucune réécriture de l'histoire ne peut faire disparaître l'alternative qui s'est posée à la CNT en 1936 : éliminer physiquement ses adversaires du camp socialiste (comme l'on fait les bolcheviks) ou collaborer avec eux. L'échec de la CNT ne réside pas dans la participation gouvernementale, mais dans le refus antérieur d'examiner tout autre chemin tactique que celui qu'imposait le schéma révolutionnaire classique, et de n'avoir pas su tirer les conséquences de cette simple réalité : l'existence d'autres courants politiques et sociaux que le sien dans la classe ouvrière. Ce qu'apprend pragmatiquement la CNT espagnole dans le courant de ce qui est à la fois une guerre et une révolution, c'est que la classe ouvrière n'est pas structurée et n'est pas structurable dans un seul syndicat ou, a minima, un mouvement social qui dépasse les clivages politiques... et qu'il faut faire avec, c'est-à-dire, dans le champ politique ouvrier, choisir entre totalitarisme et démocratie ! L'expérience de la CNT espagnole aurait dû faire réfléchir le mouvement anarchosyndicaliste sur la fausseté du schéma révolutionnaire classique, faire avancer de nouvelles positions, prenant en compte le fait que l'antiétatisme est bien un projet de société, d'un nouvel ordre social, et non pas le résultat mécanique d'une révolution ouvrière. S'agissant alors de volonté et plus du résultat d'un mécanisme aveugle, le projet de société doit gagner sa légitimité démocratique ; on ne peut éviter la question démocratique sous prétexte que celle-ci sera réglée automatiquement, après le « grand soir ». Cette réflexion n'a pas été menée fondamentalement au sein de la CNT et du mouvement anarchosyndicaliste, et les positions se sont figées ; l'explication par les « circonstances » exceptionnelles (la révolution doublée par une guerre) suffisant au déni de la réalité, une réalité très simple : après l'Espagne de 1936, on ne peut penser le futur des luttes sociales dans le cadre du schéma révolutionnaire classique, et ce schéma était déjà faux avant 1936.

La « puissance du salariat » contre l'exploitation salariale pure.

L'expérience de la SAC dans la Suède des années 50

À la fin des années 1950, Evert Arvidsson écrit la brochure « Le syndicalisme libertaire et le « Welfare State » (l'expérience suédoise) ». Ce militant de la SAC y fait l'analyse des tâches modernes de l'anarchosyndicalisme dans les nouvelles conditions économiques et sociales du capitalisme, encadré par l'État du « bien-être » ou, comme on le nomme aujourd'hui, « l'État providence ». Cette brochure, préfacée par un militant très connu de l'anarchosyndicalisme international, Helmut Rudiger, peut être considérée comme représentative des questionnements et des positions de la SAC en tant que telle. Les thèses qui y sont défendues heurtent de plein fouet le schéma révolutionnaire classique dans sa dimension économique : « Le paupérisme tend à disparaître, les masses atteignent un niveau de sécurité qui leur est garanti par diverses institutions d'assurances sociales. Le welfare state (l'état de bien-être) est devenu une réalité nouvelle, et dans les pays où les populations sont conscientes de ce changement, où la sécurité est octroyée de la naissance à la vieillesse, les hommes cessent d'écouter les prophéties révolutionnaires qui impliquent l'idée des luttes aux barricades et celle de la destruction totale du système social existant. Dans la mesure où les anarchosyndicalistes se refusent à reconnaître les réalités nouvelles, poursuivent leur propagande traditionnelle et ne tiennent pas compte des nouvelles conditions d'existence, leur mouvement est destiné au musée des antiquités et se meurt dans l'anonymat sans que nul s'en aperçoive. »

L'analyse d'Arvidsson pêche sur de nombreux points, le moindre n'étant pas de donner l'impression que le welfare state est la nouvelle forme canonique du capitalisme moderne ; mais le phénomène à la base de cette analyse est clairement énoncé, pour la première fois dans le mouvement anarchosyndicaliste : sous le régime économique capitaliste, salariat n'est pas nécessairement synonyme de misère et l'évolution du capitalisme n'ayant pas entraîné la paupérisation généralisée attendue, la critique du capitalisme doit dépasser une « philosophie de la misère » datée. Au début du XXI^e siècle, malgré le travail de sape du néolibéralisme depuis plus de vingt ans et le retour de la misère au cœur du système capitaliste, le constat reste valable ; si valable que la période des trente glorieuses, caractérisée par la croissance économique alliée au plein-emploi, reste la référence économique en dernière instance du mouvement syndical et, dans sa dimension sociale au moins (sécurité sociale, retraites, services publics, plein-emploi), celle de l'anarchosyndicalisme contemporain. Ainsi, la raison purement économique, le dogmatisme « salaire égale misère », qui légitime le schéma révolutionnaire classique, n'est plus de mise. Réfléchir sur cette question revenait à briser un tabou – celui du schéma révolutionnaire classique – et dans le mouvement anarchosyndicaliste fossilisé d'alors, la SAC sera mise au ban.

En finir avec le schéma révolutionnaire classique

Dès l'expérience bolchevik de 1917 et la mise en place consécutive de régimes totalitaires communistes, le schéma révolutionnaire classique apparaît, dans sa dimension politique (l'idée qu'une classe sociale est structurable politiquement dans une seule organisation), comme un fantasme de purs théoriciens. L'expérience espagnole le montrera à nouveau ; et si l'honneur de la CNT est précisément de ne pas avoir versé dans le totalitarisme, l'attachement de cette organisation, malgré tout, au schéma révolutionnaire classique relève du déni pur et simple qu'impose ce qui relève de la croyance religieuse et non plus de la raison.

Lorsque se mettent en place les conditions économiques et politiques de l'État providence et qu'il apparaît avec évidence que la généralisation du salariat n'implique pas nécessairement celle de la pauvreté, le deuxième pilier du schéma révolutionnaire classique (la légitimité économique de la révolution sociale) s'effondre. Le mouvement anarchosyndicaliste y répondra, là aussi, sous la forme du déni d'essence religieuse : l'exclusion des porteurs de la « mauvaise nouvelle ». Aujourd'hui, la situation du mouvement anarchosyndicaliste a largement évolué. Ce mouvement fait un retour sur la scène sociale, mais le poids du schéma révolutionnaire classique pèse sur le développement de nos organisations, il faut nous en débarrasser. Cela nécessite de repenser l'anarchosyndicalisme hors de ce schéma.

Progrès de l'idée démocratique et anarchosyndicalisme

Le préjugé économiste a oblitéré la réflexion socialiste sur la question politique, la question de la démocratie. Bien qu'au cœur de la critique du capitalisme – l'économie capitaliste se résume dans le pouvoir exclusif des propriétaires du capital sur l'ensemble du processus productif et sur l'ensemble des revenus tirés de la production, le salarié étant « subordonné » au propriétaire et le salaire, un paiement pour service rendu – la question démocratique est restée pour l'essentiel en dehors de la critique socialiste. Certes, toutes les branches du socialisme se sont revendiquées de la démocratie, mais à l'exception de la tendance anarchiste, dans une visée instrumentale : la démocratie comme loi de la majorité permettant et légitimant l'accès au pouvoir de la majorité travaillante... par le biais de ses représentants. Pour les anarchistes, la démocratie n'avait de sens que dans une société organisée de manière fédéraliste, où chaque lieu de vie collective doit être – pour ce qui ressort de ses compétences propres – réglé par un processus démocratique de décision, tandis que ces lieux se fédèrent pour ce qui ressort de compétences d'un autre niveau, à chaque niveau

fédéral étant associé un processus démocratique de décision. Les anarchistes, en adoptant comme référence politique la société, et plus les abstractions du Peuple ou de la Nation ou encore de la République, n'ont toute légitimité démocratique à l'État, organe central d'un pouvoir censé représenter ces abstractions. Aujourd'hui, la revendication démocratique est partout. Il serait absurde de n'y voir qu'un artefact idéologique, même s'il elle est instrumentalisée pour des intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux de la démocratie. Les progrès de l'idée démocratique à la fin du XXe siècle ont rejoint la réflexion anarchiste. Le principe de discussion, authentiquement libertaire, suivant lequel « sont valides strictement les normes d'action sur lesquelles toutes les personnes susceptibles d'être concernées d'une façon ou d'une autre pourraient se mettre d'accord en tant que participants à des discussions rationnelles » (Habermas) est devenu la base de toute réflexion sur la démocratie moderne. Ce qui n'est déjà pas si mal... La revendication démocratique est un reflet de la situation moderne des classes salariées. La généralisation du salariat ne permet plus de penser la classe travailleuse comme une classe particulière aux intérêts particuliers dans la société. La revendication démocratique a bien un sens de classe, que manifeste son extension (le principe démocratique est revendiqué à tous les niveaux et pour tous les groupes de la société), extension qui va de pair avec la généralisation du salariat dans la population. Pour paraphraser le jeune Marx : le capitalisme a bien engendré une classe de la société, la classe salariée, une classe universelle aux intérêts universels ; intérêts qui ne peuvent être réglés que par des procédures de délibération et de décision qui s'opposent à toute idée (et réalité...) de « subordination » de membres de la société à d'autres membres. On ne doit voir ici aucune illusion sur les revendications démocratiques, celles-ci sont soigneusement bornées par les politiciens comme par les intellectuels de système. Pour eux, les progrès de l'idée démocratique ne devraient pas bousculer la séparation étanche entre sphère politique (pouvoir des partis) et sphère économique (pouvoir des capitalistes ou cogestion État-Capital) ; ils respectent cette séparation en ouvrant plusieurs options dont la déclinaison reflète le spectre politique de la gauche moderne : de la gauche « archaïque » qui se positionne pour un retour à un développement du service public d'État, à la gauche libérale qui voit dans l'État un simple régulateur de la sphère économique privée, censée répondre à tous les besoins de la société. Le rôle de l'anarchosyndicalisme moderne est de dénoncer cette césure entre sphère politique et sphère économique, et de défendre un projet de société démocratique fédéraliste où précisément la sphère économique réintègre la société, comprise comme une collectivité et non comme un agrégat de groupes sociaux. Ce projet peut uniquement prendre corps à partir d'organisations de salariés et pas d'organisations « citoyennes », qui par essence se situent sur le terrain de la distinction entre sphère politique et sphère économique.

Société salariale et « capacité politique des classes salariées »

Dans les pays capitalistes avancés, l'extension du salariat sans paupérisation – et avec un recul significatif de celle-ci – a décontenancé les groupes ou individus se réclamant d'un révolutionnarisme ouvrier légitimé par la misère. La lutte des classes en a ainsi vu de toutes les couleurs. Certains (courant dit « autonome ») sont allés toujours plus loin chercher les « vrais » prolétaires : des ouvriers non qualifiés aux seuls ouvriers immigrés, des chômeurs des banlieues aux prisonniers, etc. Des intellectuels ont théorisé sur le maintien d'un schéma marxiste orthodoxe, en calculant l'extension de la classe ouvrière pauvre à l'échelle du monde (Immanuel Wallerstein) ou en développant des théories tiers-mondistes, chargées d'expliquer « l'embourgeoisement » des classes ouvrières du « Nord » par l'exploitation éhontée des classes ouvrières du « Sud », elles-mêmes porteuses de nouveaux espoirs révolutionnaires.

D'autres (comme les situationnistes et certains anarchistes) ont préféré axer leur critique du capitalisme sur le thème de l'aliénation, critique d'origine esthétique et récupérée comme telle (Boltanski-Chapellio). Mais c'est au cœur même des trente glorieuses, de la fin des années soixante au début des années soixante-dix et dans les pays capitalistes les plus avancés, qu'ont eu lieu les plus grands mouvements sociaux. La plus grande grève générale que la France ait connue se situe dans un pays au taux de chômage quasiment nul, quand les dispositions de sécurité sociale prennent leur plus grande ampleur, bref quand la classe ouvrière française (et avec elle l'italienne et d'autres, même à des niveaux de combativité moindre) n'a plus peur... et en veut toujours plus. Asseoir le niveau de la lutte des classes sur des conditions extrêmes (d'exploitation matérielle ou d'aliénation) n'a pas de sens, c'est au contraire la puissance acquise qui entraîne une puissance supérieure. Les intérêts de classe sont toujours opposés dans les sociétés capitalistes, quels que soient les niveaux d'exploitation. L'anarchosyndicalisme n'est pas un syndicalisme de la misère, légitimé par celle-ci, il est un type de syndicalisme et une forme d'organisation sociale, et doit permettre – parce qu'il se situe sur un terrain de classe et s'appuie sur une structure fédéraliste démocratique – l'expression de la « capacité politique des classes ouvrières », jusqu'à ce que cette capacité ouvre un rapport de force révolutionnaire.

Conclusion

Le renouveau de l'anarchosyndicalisme ne s'appuie pas sur « le retour du même », le retour à un capitalisme du XIXe siècle ; il repose plutôt sur la faillite des autres options. La « réduction du champ de la décision politique » dans le contexte de la mondialisation n'offre que peu d'espairs aux partis politiques de gouvernement pour mobiliser à nouveau sur des objectifs de transformation sociale. (Il est significatif que ce soient des associations ou groupes altermondialistes type ATTAC qui se chargent de ce miroir aux alouettes...) Les syndicats de collaboration de classe s'épuisent face à un patronat conquérant qui n'a même plus besoin d'eux, alors que les syndicats ou partis encore contestataires rament pour s'en remettre à un « débouché politique » final, qui ne vient pas et ne peut venir (dernier exemple : le « non » au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, fabuleux pétard mouillé de la contestation sociale). Bien plus qu'une option possible par défaut d'autres combattants, l'anarchosyndicalisme est porteur d'une revendication, et d'une méthode démocratique susceptible de le mettre en phase avec les conditions modernes de la lutte des classes, pour peu qu'il abandonne ce que nous avons appelé le schéma révolutionnaire classique : une vision misérabiliste et économiste du salariat - quand le salariat est avant tout un mode de subordination politique - et une volonté d'hégémonie illusoire, quand nous savons que le « grand soir » qui résoudrait le pluralisme politique n'existe pas. Il n'y a qu'un travail incessant d'organisation démocratique des classes salariées dans le but d'une transformation radicale de la société.

Luc BONET

[Texte paru dans la revue Les Temps Maudits, n°22, année 2005.]

Texte libre de droits avec mention de l'auteur : Luc Bonet, et de la source : autrefutur.net, un espace d'échanges pour un syndicalisme de base, de lutte, autogestionnaire, anarcho-syndicaliste, syndicaliste révolutionnaire.